

[Janvier 1974], sept 1974

COMITÉ FRANCE AMÉRIQUE LATINE



CHILI

~~trois~~
~~de~~ dictature
militaire

40 P. 7735

CHILI:

DEUX MOIS DE DICTATURE MILITAIRE

La répression au Chili contre les membres du Gouvernement de l'Unité Populaire, contre ses partisans, contre les mouvements syndicaux, ouvriers et paysans, contre les réfugiés latino-américains au Chili continue, deux mois après le putsch, à être brutale et sanglante, dans la ligne des pires exactions nazies.

Il est encore impossible de tout savoir car la junte militaire, soucieuse de sa réputation internationale, ne laisse pas filtrer la vérité, expulse les journalistes étrangers et va même jusqu'à en arrêter certains. Quant aux journalistes chiliens, leur situation est pire et certains auraient été tués.

En utilisant tous les moyens d'information disponibles en France, les articles parus dans la presse depuis le putsch (Le Monde, la Croix, l'Humanité, Libération), la conférence de presse des juristes (mission d'information organisée par l'Association Internationale des juristes démocrates, la Fédération internationale des droits de l'homme et le Mouvement International des Juristes Catholiques) à l'issue de leur mission au Chili, les informations que des membres du Comité France-Amérique Latine ont pu recevoir personnellement, nous nous sommes efforcés dans ce bulletin de répondre aux questions suivantes, essentielles pour la compréhension du processus déclenché le 11 septembre =

- + Quels sont les moyens de la mise au pas du peuple chilien ?
- + Quelle est l'idéologie et quels sont les buts de la junte ?
- + Quel est son comportement en matière de relations internationales ?
- + Quels sont les échos de la résistance chilienne ?
- + Que pouvons-nous faire en matière de solidarité ?

La mise au pas

Cette mise au pas, qui dans beaucoup de cas a pour nom REPRESSION, a pour but d' "extirper le cancer marxiste" et de semer la terreur ; elle se manifeste sous plusieurs formes : l'interdiction des partis politiques (sont interdits par décret les partis communiste, socialiste, le parti de la gauche chrétienne, le mouvement d'action populaire unifié), l'interdiction de la Centrale Unique des Travailleurs, la CUT, la censure de la presse et l'interdiction des journaux de gauche (soit dit en passant les journaux de droite n'avaient jamais été interdits par le gouvernement de l'Unité Populaire).

A la fin de septembre, le 25, un prêtre canadien expulsé raconte qu'un de ses amis a vu un officier abattre un jeune homme parce qu'on avait trouvé sur lui un canif. Pour l'exemple, probablement, un président d'un comité de quartier responsable de la répartition de l'approvisionnement a été abattu devant sa porte en présence de sa femme et de ses huit enfants.

Dans Newsweek du 30 septembre, le journaliste John Barnes titre : "Abattoir à Santiago". Le même jour, la fille d'un employé de la morgue parle de 2.796 cadavres qu'elle a vus dans les deux semaines qui ont suivi le coup d'état. Ceci pour Santiago seulement. A Valparaiso, des prisonniers ont été jetés du pont du Maipo, bateau qui reliait les îles Juan Fernandez, au fond des cales, 15 mètres plus bas.

Le nombre d'exécutions que la junte, contredisant sa propre presse, a annoncé est très nettement inférieur à la réalité. Le 6 octobre, la junte parlait de 41 exécutions depuis le 11 septembre. Peu à peu, elle était obligée d'en reconnaître davantage. Dans la première semaine d'octobre, l'armée a reconnu 11 exécutions à Valdivia, 5 à Temuco, 1 à Arica, 4 à Linares, 2 à Punta Arenas, 3 à Osorno, 4 à Santiago, tous abattus pour "actes de rébellion contre les forces armées". Le 25 octobre, les militaires avouent plus de 100 exécutions après un semblant de jugement. Les partis de gauche chiliens estiment à plus de 15.000 le nombre des morts et disparus.

Début octobre, les cours martiales s'installent, selon l'article 7 de la Constitution de 1925. (Le général Leigh, l'homme fort de la junte, a demandé à un juriste d'extrême-droite, M. Guzman, de transformer cette constitution en constitution corporatiste, ce qui n'est pas encore fait, mais le modèle de la future constitution serait la constitution portugaise : c'est tout dire !) "En temps de guerre", les tribunaux militaires sont seuls compétents disent les généraux. Le magistrat instructeur d'une cour martiale dispose de 48 h. pour établir les faits, les débats ont lieu à huis-clos, les peines sont sans appel et une condamnation à mort est immédiatement exécutoire.

=====
MISE AU PAS INTELLECTUELLE
=====

Le 11 septembre, le jour même du putsch, la junte a décidé de suspendre les deux assemblées ; dans la même ligne, le Général Gustavo Leigh déclarait juste un mois après : "Il n'y aura pas de liberté pour les partis politiques, ni pour leur presse. Le moment n'est pas aux discussions, aux dialogues, aux réunions, aux débats parlementaires. La junte continuera à débarrasser le pays des éléments indésirables". On ne peut pas annoncer plus clairement la couleur.

Fin septembre, la somme donnée comme prime de délation est connue : 500.000 escudos (soit environ 20.000 F). Comme El Mercurio a publié une liste de personnes recherchées, la délation est non seulement encouragée mais facilitée.

Tout ce qui pourrait faire obstacle à la mise en place de l'idéologie des militaires est balayé : les immeubles et bidonvilles doivent changer de nom. L'immeuble appelé "Gabriela Mistral" (prix Nobel de Littérature 1945) par le Gouvernement Allende est rebaptisé "Diego Portales" (politicien conservateur du XIXe siècle). Les bidonvilles Che Guevara et Nueva Habana devront changer de nom. Le monument au Che Guevara, dans le quartier San Miguel de Santiago, est rasé.

Me Michel Blum, secrétaire général de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme, a cité lors de la conférence de presse du 18-10-73 un jeune homme portant des marques de brûlures de cigarettes, de jeunes femmes torturées, battues, violées, le vagin déchiré. Le chanteur Victor Jara avait eu les doigts coupés avant d'être exécuté. Après la torture, les militaires lui auraient ordonné de chanter, ce qu'il a fait en chantant Venceremos (nous vaincrons), un des chants de lutte de l'Unité Populaire.

L'Humanité du 29-10-73 relate une conférence de presse du photographe italien Marino Lizzul, en poste depuis 2 ans à l'office du Tourisme du Ministère chilien de l'Education Populaire. Il y a dit comment il avait été arrêté à Santiago, était resté plus de 10 jours au Stade National, comment il avait été transféré au Vélodrome où il fut interrogé sous la torture, accusé d'être communiste, d'avoir collaboré avec le MIR et de connaître l'existence de dépôts d'armes. Il finit par être expulsé le 19 octobre. Il a vu, dans le stade, le chanteur Angel Parra et l'ancien ministre du Travail, Jorge Godoz, ex-dirigeant de la CUT.

A la torture physique s'ajoute souvent la torture psychologique comme dans le cas du metteur en scène, Patricio Guzman (auteur du film "La première année"), que les militaires firent semblant d'exécuter plusieurs fois, et qui, finalement, le relâchèrent ; mais Guzman, qui a subi ce choc, est actuellement en état de prostration complète.

=====
LES EXECUTIONS SOMMAIRES
=====

L'histoire se souviendra de la première en date, le Président Salvador ALLENDE, mort au combat le 11 septembre 1973, alors que l'armée rebelle avait bombardé, incendié, envahi et saccagé La Moneda (palais présidentiel) - on sait de manière quasiment sûre que des pilotes nord-américains ont participé au bombardement de la Moneda -. La junte a voulu faire croire qu'il s'était suicidé ; cette version, que certains ont acceptée pendant les premiers jours, est totalement irrecevable aujourd'hui ; Allende est mort d'une rafale de mitrailleuse tirée par les militaires alors qu'il tentait de combattre. Les témoignages de sa famille sont formels, Allende a été assassiné.

Le surlendemain du putsch, les généraux félons ont averti la population que ceux qui "persisteraient dans leur résistance seraient fusillés sur place". Les exécutions sommaires ont été très nombreuses pendant les jours qui ont suivi le putsch. La junte les a qualifiées de "normales, légitimes, légales". El Mercurio du 13 septembre parlait de plus d'un millier de morts. La nuit, toute personne surprise dans la rue était immédiatement fusillée et le matin, vers 11 h, se faisait le ramassage des cadavres de la nuit. Un diplomate a vu un camion chargé de cadavres les déverser dans la fosse commune. La nuit encore, l'armée bombardait les "poblaciones", ou bidonvilles autour des grandes villes. Le 24 septembre, les militaires ont fait irruption dans le quartier populaire de la Nueva Matucana ; ils y ont fait 60 prisonniers et le lendemain, les cadavres de 6 d'entre eux ont été retrouvés dans le Mapucho. Quand il n'y a pas de fleuve, comme c'est le cas à Autofagasta (dans le Nord), on jette les cadavres à la mer. Le général Gustavo Leigh de l'Armée de l'Air, qui fait partie de la junte, a été formel sur l'étendue de la répression : "La résistance continue de se manifester ... Nous ne faisons pas de quartier, ... et nous n'aurons de cesse que nous n'ayons débarrassé le pays des traîtres qu'ils soient ou non étrangers au Chili" (entendez par là chiliens marxistes ou réfugiés politiques latino-américains). Les cours martiales ont commencé à fonctionner le 23 septembre, permettant à la junte d'assassiner "légalement".

L'arrestation n'est pas forcément pour le détenu l'assurance que sa vie sera respectée jusqu'à la sentence du tribunal. On connaît le scénario classique : les militaires convoyant des détenus leur disent "vous êtes libres" et les abattent par rafales de mitraillettes dès qu'ils se mettent en marche. Version officielle : ils ont été tués pour tentative de fuite. Quelques rescapés racontent, comme ce jeune Brésilien, Luis Carlos, qui doit la vie au fait d'avoir sauté dans le Mapucho, avant d'en avoir reçu l'ordre des militaires ; son compagnon, un uruguayen, a été abattu dans le Mapucho.

Les perquisitions sont qualifiées par la lunte d'opérations d' "extermination de la vermine marxiste". Elles sont nombreuses, en fréquence et en extension. Dans les quartiers populaires, personne n'est à l'abri d'une descente de police ou de l'armée. Elles ont pour but de démanteler les réseaux possibles de résistance et de confisquer les armes éventuelles. Elles n'épargnent pas non plus les lieux de travail : à l'usine textile "Progreso", à la périphérie de Santiago, 600 ouvriers sur 1.500 ont été arrêtés. La Croix donne un autre exemple : 250 ouvriers ont été arrêtés sur leurs lieux de travail, ils ont été obligés de rester couchés sur le ventre, les mains derrière la nuque en plein soleil de 8 h à 18 h 30 ; ceux qui protestaient ou essayaient de fuir étaient abattus.

Des scènes de ce genre se sont produites dans tout le pays ; pour un témoignage que nous avons, il en manque des dizaines, voire des centaines.

=====

TORTURES ET ATTEINTES A L'INTEGRITE PHYSIQUE

=====

Le 16 septembre, deux jeunes gens ayant pu sortir du Stade National, ont témoigné sur les tortures, les matraquages et les exécutions sommaires qui s'y passent. Face à l'immense bain de sang que connaît le Chili, certaines mesures paraissent dérisoires, telle la chasse aux cheveux longs et aux barbes que les militaires s'emploient activement à raser dans les lieux d'internement. Dérisoires mais significatives d'une mentalité au service de l' "ordre moral" fasciste.

Ce n'est sûrement pas le hasard ni la mauvaise administration qui font du transport des détenus une torture morale portant atteinte à leur dignité : le 24 septembre, un observateur raconte avoir vu un camion plein de prisonniers, empilés à plat ventre les uns sur les autres, les fusils des militaires braqués dans le dos.

Le 19 octobre, nous avons eu quelques éclaircissements sur les tortures pratiquées au Stade National : le détenu est attaché, nu, une cagoule enfoncée sur la tête, sur une chaise ; des électrodes sont placées sur ses extrémités et ses parties génitales. Les questions sont toujours les mêmes : noms et cachettes des responsables, lieux de dépôts d'armes. Un médecin assiste à l'interrogatoire et veille à ce que les secousses électriques ne soient pas mortelles. Parmi les organisateurs de ce type de tortures, il y a non seulement les 20 officiers brésiliens dont nous avons déjà parlé, mais encore le chef de l'organisation fasciste "Patria y Libertad", R. Thieme, grand admirateur du nazisme.

Malgré la présence du médecin, ces tortures sont souvent mortelles. Parmi ceux qui sont morts pendant ou après les tortures, on connaît l'étudiant bolivien Jorge Rios Dalenz, boursier de la FLACSO (organisme placé sous l'égide des Nations Unies) ; Enrique Paris, intellectuel, membre du Comité Central du Parti Communiste Chilien, mort à l'hôpital au mois d'octobre des suites de la torture. Il y a beaucoup d'autres certainement.

Mais il y a aussi la répression la plus atroce, avec les emprisonnements, les séances de torture, les exécutions sommaires et la vision atroce de cadavres jetés dans le Mapucho (le fleuve de Santiago).

Autre forme de répression, moins impressionnante mais tout aussi réelle, les licenciements et la série de mutations systématiques dans tout le pays d'un emploi dans une ville à une autre ville. Sans oublier l'état de siège et le couvre-feu à partir de 22 H.

=====
LES ARRESTATIONS
=====

Sont passibles d'être arrêtés tous les partisans de l'Unité Populaire, à quelque titre que ce soit, ainsi que ceux qui enfreignent le couvre-feu. Depuis le putsch, la généralisation des perquisitions et des ratissages, notamment dans les bidonvilles, le nombre des détenus s'accroît constamment dans l'ensemble du pays.

A Santiago seulement, on comptait 4.500 détenus (au moins) au Stade National début octobre ; fin octobre, ils étaient au moins 7.000. Les conditions d'hygiène sont épouvantables et l'alimentation très insuffisante. Ils sont entassés par groupes de 100 à 150 dans les vestiaires et certains n'ont même pas la place de s'asseoir ; ils sont placés sous la surveillance et la menace constante de militaires en armes (pistolet - mitrailleuse - matraque). Une vingtaine d'officiers brésiliens participent aux "interrogatoires" spéciaux en utilisant la torture à la brésilienne et sur laquelle nous reviendrons.

En raison du match international de football du 21 novembre, les autorités doivent vider le stade : certains détenus seront libérés après des semaines d'angoisses et de mauvais traitements, d'autres seront transférés, d'autres encore seront jugés par les tribunaux militaires et probablement exécutés.

A 800 mètres du Stade National, se trouve le vélodrome qui sert aussi de lieu de détention. A l'Ecole Militaire de Santiago, il y a d'autres prisonniers, en particulier ceux des dirigeants de l'Unité Populaire qui ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à entrer dans la clandestinité.

L'appel à la délation a été efficace. Parmi les prisonniers de l'Ecole Militaire il y a Luis Corvalan, Secrétaire Général du Parti Communiste Chilien, arrêté le 28 septembre. C'est grâce à la protestation internationale que la junte ne l'a pas exécuté sur le champ et a accepté ses avocats pour son procès devant la Cour Martiale.

Les îles du Chili sont utilisées comme lieux de détention, par exemple celle de Dawson, dans le détroit de Magellan, où s'ajoute aux conditions déplorables de la détention, un climat extrêmement froid. Dawson est le lieu privilégié où la junte envoie les personnalités importantes de l'Unité Populaire : José et Jaime Toha, Anibal Palma, Aniceto Rodriguez, Clodomiro Almeyda ainsi que Enrique Kirberg, recteur de l'université technique d'Etat, notamment y sont. D'autres îles, comme celles de l'archipel Juan-Fernandez, au large de Valparaiso, lieux de déportation désaffectés depuis longtemps, sont de nouveau remplies. Dans les premières semaines qui ont suivi le putsch, les navires militaires de Valparaiso servaient de prisons flottantes, avant d'aller déverser leur cargaison humaine à Juan-Fernandez ou dans la mer ...!

Au cours des perquisitions, tous les ouvrages considérés comme marxistes sont saisis, mais aussi des romans tels que Le Mexicain de Jack London, Gaspar Ruiz de Joseph Conrad, Quai des Brumes de Mac Orlan, Nuits Blanches de Dostoïevsky, les romans de Thomas Mann (les militaires ont même saisi un ouvrage consacré au cubisme, croyant qu'il s'agissait de propagande cubaine !). C'est en raison, dit la junte, "de leur contenu marxiste, de leur valeur de propagande ou de leur caractère contraire aux idéaux qui inspirent l'honorable junte militaire". Les livres saisis, ainsi que des affiches et des brochures, sont brûlés dans la rue.

Les universités sont une cible privilégiée de la junte : une de ses premières mesures a été la fermeture des facultés de sociologie, de journalisme, de pédagogie dans toutes les universités, parce qu'elles étaient la proie de la "gangrène" marxiste-léniniste. Les diplômes accordés par ces facultés sont considérés comme nuls et les étudiants (s'ils n'ont pas été arrêtés) devront reprendre leurs études à zéro. Le 30 septembre, la junte nomme un militaire recteur délégué muni des pleins pouvoirs dans chaque université, ce qui provoque la démission du recteur de l'université du Chili, Boerenger, Démocrate-Chrétien, alors qu'il avait préconisé "une participation des universités à l'effort de reconstruction nationale", thème favori de la junte et de sa presse.

La liberté de presse, respectée sous le gouvernement Allende, a disparu le 11 septembre, puisque le jour du putsch, les forces armées se sont emparées de tous les moyens d'information audio-visuelle (radios, chaînes de télévision), ont fermé tous les journaux, sauf deux, El Mercurio d'extrême-droite et porte-parole des intérêts nord-américains et Tercera de la Hora, fascisant ; ils ont établi la censure même pour ces deux journaux. Aujourd'hui, sept journaux paraissent, soumis à cette même censure ; ce sont El Mercurio, La Prensa, La Patria, (ex. Nacron), La Tercera, La Tribuna, Ultimas Noticias et La Segunda. Ils transmettent le programme du nouveau gouvernement, c'est-à-dire : "ordre, discipline, hiérarchie".

Un autre secteur de la réflexion a été démantelé, celui des revues. Voilà ce que publiait la junte à ce propos, le 11 octobre : "Nous ne saurions laisser sortir des publications marxistes et nous ne permettrons aucune revue politique de droite ou de gauche jusqu'à ce que le pays ne soit mentalement guéri. D'ailleurs nous sommes justes : nous avons interdit en même temps Fiducia et Mensaje, deux mensuels catholiques, l'un de droite, l'autre de gauche".

La presse de la junte

La presse autorisée à paraître est un moyen de communication entre la junte et la population et un canal de la propagande putschiste.

"Toutes les usines, toutes les habitations et toutes les entreprises doivent cesser toute activité belligérante ; dans le cas contraire, les Forces Armées agiront avec la même énergie que lors de l'attaque de La Moneda par les forces de Terre et de l'Air ..." (communiqué militaire paru dans El Mercurio du 13 septembre). La chasse aux "extrémistes" est organisée, on fait appel à la population pour les dénoncer ; "pas de pitié pour les extrémistes" titre la Tercera du 18. Le colonel placé à la direction des chemins de fer chiliens prend immédiatement cette première mesure que rapporte la Tercera (18/9) : "L'usage écrit ou oral du mot "camarade" et toute espèce de commentaire sont interdits ...".

C'est notre ami et collaborateur Carlos Serrano, qui se trouvait au Chili au moment du putsch, qui a rapporté les informations que nous publions ci-dessous.

La campagne "d'hygiène" qui consiste à couper les cheveux longs et à raser les barbes se traduit à un autre niveau par la mise en place d'un dispositif destiné à "nettoyer" les rues de toute propagande : les étudiants, les lycéens, les propriétaires d'immeubles, etc. sont invités à collaborer à cette noble entreprise, et la Tercera parle en ces termes des premiers résultats obtenus : "Comme si les chiliens voulaient oublier et dépasser une ère de détérioration morale et matérielle, des groupes enthousiastes de jeunes sont sortis dans les rues, armés de peintures et de pinceaux, pour effacer des murs et des monuments l'injure du mot d'ordre politique et de la saleté." A côté de cette description des premières mesures adoptées par les autorités militaires, on trouve dans la presse putschiste une tentative de justification du coup d'état. Cette campagne auto-justificative s'articule autour de quelques grands thèmes centraux.

Les propagandistes de la junte cherchent à accréditer l'idée que l'union populaire préparait de son côté le "grand soir", l'extermination des Forces Armées pour installer une "dictature totalitaire" dans le pays. C'est à cette fin que la presse publie de nombreuses photos d'armes censées avoir été trouvées aux sièges des partis populaires, des syndicats, dans les usines, et surtout aux résidences présidentielles. La Tercera fera son titre de la déclaration du ministre de l'intérieur : "Spectaculaire révélation du ministre de l'intérieur : ou ils nous détruisaient, ou nous les détruisions" (15/9).

Le Général Leigh dira de son côté au Mercurio (23/9) : "Nous avons eu connaissance du plan Z de l'Unité Populaire. Celui-ci consistait en l'assassinat massif et simultané de tous les hauts commandements des forces armées et des carabiniers. Ce sinistre plan était organisé par un assesseur du président Allende".

Dans leur souci de se présenter comme les représentants de la nation chilienne unanime, les autorités militaires vont alors avoir recours à l'arme traditionnelle de toutes les répressions : le mythe étranger. Toutes ces armes non seulement provenaient de Cuba, mais encore étaient pour la plupart destinées à servir à des cubains et de façon plus générale à des "extrémistes étrangers". C'est ainsi que El Mercurio rendra compte du départ du personnel de l'ambassade cubaine sous le titre : "Départ de 150 extrémistes cubains".

Le troisième axe de cette propagande est le dénigrement systématique des dirigeants de l'Union Populaire. Une seule citation suffit à donner le ton général : "Le peuple a été manipulé et trompé. Il suffit de voir comment vivaient les leaders de l'Union Populaire et ces vaches sacrées qui affirmaient vouloir mener le peuple à sa libération. On n'a trouvé que du whisky, du luxe, des fourrures, des femmes, des raffinements véritablement incroyables. Ils vivaient comme des maharadjas orientaux...".

Ces leaders dépravés avaient conduit le pays à la ruine et au désastre économique ! Ces thèmes ayant été repris avec complaisance en France, il n'est guère utile d'insister sur ce point. Par contre, il est sans doute significatif de constater qu'un des soucis primordiaux des putschistes soit de se présenter comme les garants du retour à la vie normale pour la ménagère : "C'est avec (...) une joie non dissimulée que Santiago a été le témoin d'une série de faits (...). En premier lieu, ce qui a attiré l'attention, c'est la baisse du prix de certains produits de première nécessité ou d'aliments..." Tercera, 18/9.

Le même thème est repris à un autre niveau, lorsque la presse affirme par exemple, trois jours après le putsch, que la production de cuivre de Chuquicamata atteint des chiffres insoupçonnés sous l'Union Populaire.

Toutefois, toute cette propagande ne semble pas suffire à rassurer tout le monde. Malgré sa force apparente sur le terrain, la junte éprouve ainsi le besoin de rassurer les classes qui ont bénéficié de la politique de l'Union Populaire, et Pinochet déclarera : "Les conquêtes de messieurs les ouvriers et travailleurs sont maintenues. Ce mouvement militaire n'est pas rétrograde, tout au contraire nous avancerons dans les normes qui seront fixées par la Charte fondamentale ...", alors que de son côté Leigh s'emploie à rassurer les paysans : les terres ne seront pas rendues aux anciens propriétaires affirme-t-il dans le Mercurio du 23.

Mais la droite traditionnelle redresse la tête et réclame une réorganisation complète de la vie politique et économique. Le Parti National publie dans le Mercurio du 16 une proclamation dans laquelle il affirme : "La préoccupation des gouvernements pour accumuler des pouvoirs, qui se traduisait dans l'obsession d'étatiser, a bloqué le développement social et a diminué les ressources nécessaires à la solution des problèmes les plus urgents ...", alors que de son côté le Mercurio du 21/9 cherche à montrer que les prix ont été "artificiellement" maintenus à des taux extrêmement bas, par "démagogie" et en tire la conclusion qu'il est nécessaire de revenir à la "vérité des prix" : "les légitimes ressources des producteurs et des commerçants particuliers ayant été réduites".

Cette droite semble parfois se satisfaire de l'idée d'un retour pur et simple au système antérieur à l'Union Populaire, sous la direction musclée de l'armée. Mais celle-ci, ou du moins certains de ses représentants, ne voit pas nécessairement les choses de la même façon, et si elle est amenée à faire des promesses aux petits commerçants (Leigh parle de relever les prix ...), il n'est pas sûr que ce soit là sa principale préoccupation.

Le général Leigh, en annonçant la mise à l'étude d'une nouvelle constitution, donne quelques précisions, encore très vagues, sur sa façon de voir le développement futur du pays : "Notre ligne politique est nationaliste, avec la participation de techniciens, des organisations professionnelles, de la jeunesse, les femmes, et naturellement nous ferons abstraction de leur coloration politique lorsque leur spécialité le requerra. Mais nous ne gouvernerons pas avec les partis politiques ... Nous voulons promouvoir l'industrie, faire que de nouvelles s'installent ..." (Mercurio, 23/9).

Ces déclarations, ajoutées à celles qui annoncent la volonté de rassurer les investisseurs étrangers, semblent indiquer que la junte s'oriente vers une politique de "développement", de type capitaliste et technocratique, s'appuyant sur un système "apolitique" et plus ou moins corporatiste.

Dans le cadre de la campagne de dénigrement des dirigeants de l'Unité Populaire, pour ne pas dire de calomnie, un fascicule de la junte, intitulé "Trois ans de destruction" et portant sur le verso de la couverture "l'aube nouvelle", est distribué dans les avions de Lan-Chile. A propos du demi-litre de lait distribué aux enfants on y lit : "Le fausseté de ces promesses fut bientôt évidente. Les enfants continuaient à mourir (la mortalité infantile a augmenté de 86 à 130 pour mille) de maladies contagieuses, victimes de la malnutrition ou de l'abandon ... Le demi litre de lait a uniquement été distribué à la veille des élections ; le reste du temps, ce demi litre payé par tous les chiliens, allait grossir les comptes courants de quelques favoris du régime qui le vendaient sans aucune pudeur aux fabriques de glaces ou dans les magasins et junte d'approvisionnement contrôlés par le marxisme". On peut lire également dans ce fascicule que des armes étaient livrées par des avions cubains et russes et la photo qui illustre ces propos montre curieusement des caisses portant des inscriptions ... en anglais. A la fin du fascicule, on peut lire dans un message aux peuples frères d'Amérique Latine : "Quand la vérité s'imposera contre la campagne de calomnies du marxisme international, les peuples frères comprendront l'héroïque épopée de

notre peuple, unique dans l'histoire du monde moderne, pour se libérer d'une dictature marxiste pleine d'opprobre, qui avait changé le Chili en une fabrique de misère."

Sur la lutte des classes, la junte a une idée précise : (le gouvernement Allende) "a brisé l'unité nationale en fomentant artificiellement une lutte des classes stérile et souvent cruelle, en perdant l'apport valable que tout chilien pouvait faire à la recherche du bien de la patrie et menant à une lutte fratricide et aveugle, derrière des idées étrangères à notre idiosyncrasie, fausses, et qui se sont avérées conduire à l'échec."

On réfléchit cependant chez les réactionnaires et voici le résultat des cogitations de Claudio Orrego Vicuna sur l'idéologie et singulièrement la lutte des classes, parues dans La Prensa, 16/10 : "Le processus de complexité croissante des structures sociales et économiques s'est accompagné dans toutes les sociétés de la terre, d'une croissante division du travail, d'une différenciation des fonctions sociales et d'une sophistication des structures qui rend impossible de les traiter en termes de noir et blanc". Il faut "créer un nouveau consensus national" (titre de l'article) et "les méthodes du consensus sont, en conséquence, le pluralisme, la décentralisation et la justice dans la répartition des devoirs et des droits des citoyens."

Nous n'avons pas tous les éléments nécessaires pour juger de l'idéologie de la junte, soit parce que cette dernière n'a pas encore eu le temps de la préciser, soit parce que nous n'avons pas les textes essentiels. Mais les déclarations d'intention de la junte sont suffisantes pour se faire une idée de cette idéologie : les militaires veulent imposer aux chiliens un régime corporatiste, paternaliste (Pinochet n'a-t-il pas déclaré, le 11 octobre, qu' "une entreprise doit être une cellule familiale", en même temps qu'il essayait de rassurer : "les conquêtes sociales ne seront pas remises en cause", et qu'il menaçait tout en fixant son objectif : "les forces armées resteront au pouvoir aussi longtemps que l'ordre ne sera pas rétabli... Si elles échouaient dans leurs efforts pour extirper le marxisme, ce serait la fin du Chili". Quant au caractère autoritaire du régime, nous ne croyons pas nécessaire d'y revenir.

Les objectifs du putsch

La junte militaire détruit les unes après les autres les réformes qui plaçaient le Chili d'Allende sur la voie du socialisme dans l'indépendance économique.

=====
POLITIQUE ETRANGERE
=====

C'est un secteur dans lequel la junte et l'extrême-droite se sont particulièrement distinguées en s'attaquant dès le premier jour à Cuba : le 11 septembre, en effet, la junte a rompu les relations diplomatiques avec Cuba et un cargo cubain a été attaqué au large de Valparaiso. Dans la nuit du mardi au mercredi avait lieu une agression contre l'ambassade cubaine à Santiago. Cela n'a pas empêché Ismael Huerta d'affirmer devant l'ONU, le 9 octobre, que le Chili souhaitait "entretenir des relations amicales avec toutes les nations, y compris les pays socialistes" !

Aux USA, il n'y a eu aucun commentaire officiel, tandis qu'à la Maison Blanche, on s'empressait de reconnaître que "ce retournement de situation allait peut-être permettre de renouer des relations d'amitié entre les deux pays."

Les réactions populaires à l'étranger contre le putsch ont été nombreuses, même dans des pays comme la Bolivie, soumise à la dictature. Les gouvernements n'ont pas toujours suivi, comme ceux du Brésil, de l'Uruguay et du Paraguay qui ont reconnu la junte dans les premiers jours. Par contre, le Mexique a rappelé son ambassadeur. Les pays qui ont, les premiers en Europe occidentale, annoncé leur décision de poursuivre des relations "bonnes et cordiales" avec le Chili sont l'Espagne et... la France. Dans le monde entier, ont reconnu la junte : le Guatemala, El Salvador, la Suisse, le Nicaragua, l'Australie, l'Argentine et le Portugal. Parmi les pays socialistes qui ont rompu leurs relations diplomatiques, on compte l'URSS, la RDA, la Bulgarie, la Roumanie et la Hongrie. On a les amis que l'on mérite.

Début octobre, un pays comme la RFA menaçait en ces termes : "Si les exécutions se poursuivent, les relations s'en ressentiront", tandis que Washington accordait un crédit de 21 millions de dollars à la junte. Cas étonnant, celui de la Chine, qui a reconnu la junte et expulsé l'ancien ambassadeur de l'Unité Populaire et qui, à l'UNESCO, a été le seul pays avec les USA à voter en faveur des fascistes chiliens.

=====
LES MESURES ECONOMIQUES ET SOCIALES
=====

Dans le domaine agricole, le nouveau gouvernement annonce ses intentions dès le début et on peut en déduire que la Réforme Agraire (pourtant adoptée sous le gouvernement Frei) sera stoppée puis démantelée. Le ministre de l'agriculture, le général Crespo, déclare : "La junte respectera la propriété privée ... des titres de propriété seront remis ...". Dans tout le pays, on voit revenir les anciens propriétaires et les militaires tuent les paysans qui veulent défendre leur "asentamiento" (domaine collectivisé).

Les premières déclarations des militaires traîtres, assassins et usurpateurs furent, hommage du vice à la vertu, que les droits acquis par les travailleurs ne seraient pas touchés. Mais l'annulation de l'ajustement des salaires, prévu pour le mois d'octobre par le gouvernement constitutionnel, l'augmentation de 100, 200 et même 400 % des prix de quelques produits de première nécessité décidée par la junte militaire, l'augmentation de la durée du travail hebdomadaire de 40 à 44 heures, l'interdiction de la Centrale Unique des Travailleurs et l'abolition du droit de grève, sont plus éloquents.

En ce qui concerne le cuivre, on s'achemine peut-être vers la restitution pure et simple aux anciens propriétaires, de grandes compagnies nord-américaines.

Dans les premiers jours après le putsch, la junte déclarait qu'elle était favorable au retour des investissements privés dans les grandes mines de cuivre, position qui fut ultérieurement modifiée pour ne pas abolir la nationalisation du cuivre, mais envisager une indemnité "équitable et opportune", selon les réclamations de Kennecott et Anaconda, les deux principales compagnies.

En attendant une décision dans ce domaine, on licencie massivement dans les mines (à El Teniente : 467 licenciés, à la Exotica : 36, à Chuquicamata : 126), ainsi que dans les entreprises d'Etat ; par exemple à la CODELCO, on a licencié 136 personnes. La grève devient un délit et un motif légal de renvoi et les conflits du travail sont arbitrés par l'armée et ses sentences sans appel. Et, pendant que la junte "légifère", les suppressions d'emplois se multiplient. Récemment, la junte a décidé d'augmenter les prix des articles de première nécessité et a rendu 2000 entreprises qui avaient été nationalisées à leurs anciens propriétaires.

Sans crainte de se tromper, on peut dire que les objectifs du putsch du 11 septembre 1973 au Chili ont été de donner satisfaction aux compagnies nord-américaines et de rétablir le pouvoir de leurs alliés dans la bourgeoisie chilienne, c'est-à-dire, sur le plan intérieur, un retour avant 1964 (+) et peut-être plus loin dans le passé.

Cela, ils veulent le faire avec une paix de cimetière, en se stabilisant par la liquidation juridique et physique, de toutes les tendances qui voulaient des changements des structures économiques et sociales dépassées, jusqu'aux racines les plus profondes. L'exemple de l'abolition par la junte militaire des facultés de pédagogie, de sociologie et de journalisme dans toutes les universités chiliennes et l'annulation des diplômes délivrés par ces facultés ne peut être plus clair. Cela même les nazis, qui eux aussi brûlaient des livres sur la rue, n'avaient pas songé à le faire.

En somme, pour parvenir à leurs buts, les putschistes ont tué le Président de la République à son poste de travail, limogé le Parlement et les élus à tous les échelons, interdit tous les partis politiques, supprimé toutes les organisations syndicales des travailleurs et des étudiants et créé la censure absolue sur la presse et même sur les livres et les disques dans chaque foyer perquisitionné.

La résistance chilienne

Il faut comprendre que la junte ayant pris des mesures visant à démanteler la résistance dès les premiers jours, celle-ci ne pouvait être que sporadique, du moins au début. Il faut comprendre également que la terreur et la répression sans précédent installées par la junte n'ont d'autre explication que la peur des militaires de se voir privés du pouvoir par le peuple, par la résistance massive à laquelle ils s'attendaient.

Dans les premiers jours du putsch, la junte a dû combattre contre des foyers isolés de résistance : il y a eu des combats autour de bâtiments publics ou à l'intérieur (la radio, la banque centrale, la sécurité sociale, etc...), dans les entreprises nationalisées, dans des villes de province, dans les zones rurales. Dès les premiers jours également, ont surgi des radios clandestines captées en Argentine.

La première manifestation publique d'opposition au fascisme a eu lieu le 23 septembre, lors de l'enterrement de Neruda.

(+) Début du régime de Frei (1964-1970), démocrate-chrétien de droite.

Le 11 octobre, à Santiago, le Parti Communiste du Chili a diffusé clandestinement un "appel au peuple chilien" (publié in extenso dans l'Humanité du 15 octobre). Ce texte offre d'abord une analyse des événements puis une réponse à la junte qui a prétendu que l'Unité Populaire devait mettre en application un plan de guerre contre les Forces Armées le 17 septembre, dit Plan Z (sur l'existence duquel Pinochet lui-même se pose des questions : dans les journaux du 18 septembre, Pinochet lui-même, consulté sur cette affaire, a déclaré : "Il est possible en effet qu'on ait forgé un tel "auto-coup d'Etat". Il y a tellement de bruits qui courent... Il y a tellement de gens qui s'acharnent à semer le doute ou l'inquiétude dans la population...").

Mais le Parti Communiste ajoute que "... l'état de choses actuel ne sera pas éternel. Le mensonge ne prévaudra pas sur la vérité, ni l'oppression sur la liberté, ni le fascisme sur la démocratie. Avant longtemps, le pays sortira de cette nuit et de cette régression. Il n'y a pas et il n'y aura pas de forces capables d'enchaîner notre peuple pour longtemps, ni d'écraser les courants rénovateurs de la société", et le Parti Communiste, après avoir rappelé "l'extraordinaire solidarité mondiale", fixe les buts de l'action à mener : "Nous devons mettre fin à la terreur exercée contre le peuple et ouvrir la voie à de nouveaux horizons révolutionnaires". Pour cela, il appelle à "l'unité la plus large du peuple".

Ce texte du Parti Communiste, indispensable à celui qui veut se faire une idée de la résistance, nous permet d'affirmer que la résistance au Chili est en train de se réorganiser pour entreprendre ce qui sera peut-être un processus de longue haleine.

Réalisé par =

Michèle BERNU
Micheline CENDORF
Carlos SERRANO

Le soutien au peuple CHILIEN

Dès le premier jour, un immense mouvement d'indignation et de soutien au peuple chilien s'est manifesté dans le monde entier. Des manifestations publiques, des collectes de solidarité et des comités de soutien ont concrètement exprimé ce mouvement.

En France, les partis de gauche unis (Parti Communiste Français, Parti Socialiste, Mouvement des Radicaux de Gauche, Parti Socialiste Unifié), les syndicats (C.F.D.T., C.G.T., F.E.N.) et de nombreuses organisations de jeunesse ont constitué un collectif : "les dix-huit organisations" (qui sont maintenant 19 !) pour organiser en commun le soutien à l'Unité Populaire et à la C.U.T. (Centrale Unique des Travailleurs du Chili).

Sur une base politique plus étroite, le Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien s'est également constitué.

Enfin, préoccupés plus particulièrement du sort des prisonniers et des réfugiés, de nombreuses organisations de solidarité (CIMADE, COJASOR, COS, Secours catholique, Secours populaire) ont décidé de coordonner leur action autour d'un secrétariat confié à FRANCE TERRE D'ASILE.

Le Comité France - Amérique Latine, qui est le seul à compter dans ses rangs de nombreux latino-américains à côté de ses adhérents français, travaille en liaison étroite, sur le plan de la solidarité avec les victimes du putsch, avec France Terre d'Asile, en même temps que, sur le plan politique, il se tient en contact permanent avec le "comité des dix-huit".

Tout ceci représente déjà une manifestation éclatante de la solidarité d'une très grande partie de la population française. Mais avec l'arrivée des réfugiés du Chili, la solidarité concrète doit prendre une autre ampleur.

En ce qui concerne notre Comité, nous avons mis sur pied une commission de solidarité comportant différentes sections :

- accueil, hébergement, logement,
- conseil juridique,
- consultations médicales et soins dentaires,
- orientation et entraide universitaire,
- aide pour la recherche de travail.

Une permanence est organisée à Paris, tous les samedis, entre 15 h et 17 h 30 : 163 bd de l'Hôpital (métro place d'Italie).

Par ailleurs, un nouvel effort de solidarité financière est indispensable : ce sont les comités locaux, en prenant en charge le voyage et le premier accueil de certains réfugiés du Chili, qui vont en assurer la part la plus importante.